



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الأغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

Trente-huitième session

Georgetown (Guyana), 11-13 et 18-21 mars 2024

Déclaration de la porte-parole du secteur privé

1. Le secteur privé – qui comprend les acteurs des secteurs de l'agroalimentaire, de l'élevage (notamment de volailles), de la pêche, de l'aquaculture et des forêts ainsi que des systèmes de transformation, de distribution et de commercialisation des aliments et des boissons, et qui se compose des entreprises et des producteurs, des coopératives et des autres entités économiques de petite, moyenne et grande taille que compte la région – soutient les priorités régionales proposées par la FAO pour la prochaine période biennale en ce qui concerne l'amélioration de la nutrition, de la production, de l'environnement et des conditions de vie.
2. Nous remercions la FAO d'avoir facilité l'organisation de la consultation avec le secteur privé à la veille de la 38^e session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes, ainsi que les États membres d'avoir facilité la participation des représentants du secteur privé et d'avoir offert une tribune pour la lecture de la présente déclaration. Il est essentiel de continuer de renforcer la coopération entre la FAO et le secteur privé et de parvenir à un développement durable dans la région, en ne laissant personne de côté.
3. Nous faisons face en permanence à des difficultés qui découlent de transformations ayant des incidences sur l'alimentation, la nutrition, l'agriculture, l'économie, l'environnement et la sécurité alimentaire. Pour les résoudre, nous devons enregistrer des avancées dans l'élaboration de politiques aux niveaux international et national, et assurer une collaboration entre les secteurs public et privé, la communauté scientifique et la société civile, ce en vue de trouver des solutions innovantes propres à transformer les systèmes agroalimentaires de manière inclusive et durable.
4. Fermement résolu à trouver une solution aux problèmes recensés par la FAO, nous contribuons au développement des systèmes agroalimentaires à l'échelle mondiale, à l'élimination de la pauvreté et de la faim et à l'amélioration globale des conditions de vie, conformément aux objectifs de développement durable (ODD) et au Programme de développement durable à l'horizon 2030, en apportant les ajustements nécessaires compte tenu du contexte propre à l'Amérique latine et aux Caraïbes.

Les documents peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.

5. À cet égard, nous affirmons ce qui suit:

Amélioration de la production: mettre en place une production plus efficace, plus inclusive et plus durable

- a. Le monde doit se préparer à nourrir une population croissante dans un contexte de raréfaction des ressources. L'intensification des principaux facteurs d'insécurité alimentaire et de malnutrition – phénomènes météorologiques extrêmes, affaiblissement de l'économie, inflation et hausse des prix des denrées alimentaires, inégalités croissantes – rend nécessaire une production de plus en plus efficace, sûre, inclusive et durable.
- b. Grâce aux avancées technologiques, il est possible de mettre en œuvre des pratiques durables en matière de protection des ressources en eau, d'agriculture durable et de protection de l'environnement, afin de garantir la promotion des droits humains tout au long de la chaîne de production. Dans le cas des pays en développement, cependant, le manque d'infrastructures et de compétences techniques met en évidence la nécessité pour ces pays de relever les défis plus vastes auxquels ils sont confrontés. Il est donc important de collaborer avec le secteur privé pour créer un écosystème fondé sur l'économie circulaire dans lequel les institutions coopèrent pour fournir des instruments et des mécanismes financiers destinés à soutenir les entreprises et les projets dans une optique d'efficacité. À cet égard, nous appelons l'attention sur notre expérience en matière de recherche d'efficacité dans la production alimentaire, qui repose sur une moindre utilisation des ressources, une empreinte carbone et une empreinte en eau plus faibles, et un accroissement de la capacité à répondre à la demande alimentaire des différentes classes sociales dans les pays.
- c. Le commerce mondial des denrées alimentaires doit marcher de manière fluide, sans entraves aux frontières, si l'on veut répondre à la demande alimentaire mondiale. Il est important de continuer à élaborer des normes commerciales multilatérales, de limiter le plus possible les barrières qui faussent les échanges commerciaux et de promouvoir, par des politiques publiques adaptées, des modèles associatifs de production et de consommation fondés sur des économies d'échelle en faveur du développement local, tels que les associations d'entreprises et les coopératives de producteurs, de distributeurs et de consommateurs, afin de parvenir à une croissance économique inclusive en renforçant la durabilité. Les instances internationales telles que la Commission du Codex Alimentarius proposent des directives servant de base aux efforts d'harmonisation. Nous devons toutefois nous assurer qu'elles se prononcent en tenant entièrement compte des faits scientifiques et techniques dont elles ont connaissance.

Amélioration de la nutrition: éliminer la faim et parvenir à la sécurité alimentaire

- d. Nous convenons de redoubler d'efforts pour assurer la sécurité alimentaire et une nutrition adéquate, dans le but d'éradiquer la faim et toutes les formes de malnutrition d'ici à 2030. Il est essentiel de promouvoir la participation des différents acteurs des réseaux de production et de leur offrir des espaces qui leur permettent d'unir leurs voix.
- e. La région de l'Amérique latine affiche un taux de pauvreté de 32 pour cent (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 2023), les revenus des ménages concernés ne permettant pas d'accéder à une alimentation saine. Parmi les facteurs contribuant à la malnutrition, citons notamment l'insécurité alimentaire, les difficultés économiques et les modes de vie peu sains. Pour remédier à ces causes multidimensionnelles, le secteur privé a un rôle important à jouer, en collaboration avec d'autres acteurs.
- f. Il est nécessaire d'adopter une vision globale et holistique des systèmes agroalimentaires et il est essentiel de renforcer les cadres réglementaires existants et de mettre en place des programmes alimentaires adéquats, tout en s'employant à promouvoir l'éducation des consommateurs pour que ceux-ci choisissent un mode de vie sain. Les politiques alimentaires doivent avoir pour but de renforcer les cadres réglementaires multilatéraux, tels que le Codex Alimentarius, afin d'être en mesure de garantir que la croissance du commerce ne s'accompagne pas d'une hausse des risques pour la sécurité sanitaire des aliments et la sécurité alimentaire, la santé,

l'environnement, la vie animale et végétale ou les droits fondamentaux des consommateurs. Nous pensons qu'il est prudent d'évaluer les résultats des politiques publiques liées au degré de transformation des aliments, et rappelons que la définition de cadres réglementaires qui tiennent compte des contextes particuliers ne sera possible que si l'on adopte des approches fondées sur des données scientifiques solides.

Amélioration de l'environnement: assurer une gestion durable des ressources naturelles et l'adaptation au changement climatique

- g. Nous adhérons à la déclaration de la FAO selon laquelle les systèmes de production alimentaire doivent être adaptables et résilients afin de faire face aux effets du changement climatique. Cet objectif ne peut être atteint que si l'on met en place des politiques, des incitations et des capacités qui favorisent le passage au numérique et le recours aux nouvelles technologies – qui permettent d'obtenir des rendements plus élevés tout en utilisant moins de ressources ou en réduisant les niveaux d'émissions de gaz à effet de serre – et aux pratiques qui favorisent la gestion efficace des ressources, l'économie circulaire, la durabilité et la résilience des chaînes de production alimentaire, en améliorant les services écosystémiques en général. Il est également important de se doter de mécanismes de financement permettant de réduire au minimum les risques découlant des pertes et dommages imputables au changement climatique.
- h. On constate aujourd'hui l'apparition de barrières commerciales liées à l'imposition, pour des raisons environnementales, de restrictions des importations alimentaires par les pays développés. Dans ce contexte, il est essentiel de bien prendre en compte les pays producteurs de denrées alimentaires tels que ceux de la région Amérique latine. Les gouvernements et les organisations multilatérales doivent prendre des mesures pour combler les lacunes qui peuvent se faire jour, notamment en appliquant des protocoles ou des certifications communautaires par l'intermédiaire de mécanismes d'intégration régionale qui contribuent à encourager et à promouvoir l'adoption de bonnes pratiques en faveur de l'environnement et du bien-être des animaux.
- i. Les données d'expérience issues des différents secteurs du système de production et les données scientifiques disponibles jouent un rôle essentiel en vue de l'élaboration de politiques et de cadres réglementaires efficaces sur les questions environnementales, aussi convient-il de favoriser la coordination et de créer des alliances à cette fin.

Amélioration des conditions de vie: réduire les inégalités et la pauvreté rurale et renforcer la résilience

- j. Des politiques et des pratiques économiques relatives à la durabilité doivent être adoptées en vue de stimuler la croissance économique, de créer des emplois et de réduire la pauvreté et les inégalités.
- k. Le secteur privé produit de la richesse grâce au travail de sa main-d'œuvre. Il est essentiel de continuer à promouvoir le développement de partenariats public-privé qui favorisent ce travail pour contribuer à nouer des liens productifs entre les petits producteurs et les entreprises afin d'améliorer l'alimentation et d'augmenter les revenus des ménages dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage de volailles et de la pêche et dans d'autres secteurs qui génèrent des emplois.
- l. Nous sollicitons l'appui des États membres, afin que la FAO puisse faire entendre sa voix aux côtés du secteur privé dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Nous sommes déterminés à travailler en collaboration avec le secteur public, les universités et les institutions internationales pour trouver et adopter des solutions innovantes permettant de transformer les systèmes agroalimentaires afin de les rendre plus inclusifs, plus compétitifs et plus durables.

- m. Pour conclure, les acteurs du secteur privé réaffirment leur volonté de continuer de collaborer en vue de mettre au point des instruments assortis de mesures concrètes pour la réduction de la pauvreté, de la faim et des inégalités dans notre région, et prient les membres de fournir un appui en vue de faire en sorte que la FAO puisse œuvrer, par l'intermédiaire de mécanismes de dialogue institutionnel, à la concrétisation des priorités régionales définies en coordination avec le secteur privé.